



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
Société AFM RECYCLAGE
ZI des Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps**

SAIPP/BE n° 21322

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, Livre V - Titre 1er : installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les articles L.511-1, L. 181-14, R.181-45 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;

Vu l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques) et n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11 266 du 12 avril 1976 autorisant Thaudière Bernard à l'exploitation d'un stockage et récupération de métaux situées en zone industrielle des Yvaudières à SAINT-PIERRE-DES-CORPS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°18 786 du 29 avril 2010 autorisant la poursuite à la société AFM RECYCLAGE pour l'exploitation des installations situées en zone industrielle des Yvaudières à SAINT-PIERRE-DES-CORPS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20 602 du 23 août 2018 mettant à jour la situation administrative à la société VALRECY (groupe DERICHEBOURG) pour l'exploitation des installations situées à Saint-Pierre-des-Corps ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20 956 du 1 septembre 2020 portant agrément pour l'exploitation d'un centre VHU de la société AFM RECYCLAGE (groupe DERICHEBOURG) située à Saint-Pierre-des-Corps ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20 957 du 7 septembre 2020 mettant à jour la situation administrative de la société AFM RECYCLAGE (groupe DERICHEBOURG) située à Saint-Pierre-des-Corps ;

Vu les demandes d'aménagement concernant les moyens de défense incendie et de confinement des eaux susceptibles d'être polluées mentionné dans le dossier de « porter à connaissance » daté du 5 mars 2024 et transmis à l'inspection le 14 mars 2024 par le bureau de l'environnement de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 03/05/2024 ;

Vu l'avis du service prévision du SDIS 37 du 24/04/2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant le 14 mai 2024 et les observations du 5 juin 2024 émises sur celui-ci ;

Considérant que les activités exercées par la société AFM RECYCLAGE, situées en Zone Industrielle des Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps, ne sont pas modifiées ;

Considérant que l'exploitant a transmis dans son porter à connaissance le nouveau calcul D9/D9A permettant de définir les besoins théoriques en eau d'extinction et par conséquent le volume adéquat pour la rétention des eaux d'extinctions d'incendie ;

Considérant que le calcul D9 effectué selon la méthode décrite dans le guide D9 version juin 2020 a été évalué par l'exploitant à 60 m³/h, soit un volume d'eau requis pour 2 h à 120 m³.

Considérant que l'exploitant a transmis le calcul D9A, effectué selon la méthode décrite dans le guide D9A « guide pratique de dimensionnement des eaux d'extinction » version juin 2020, permettant d'évaluer un volume de 216 m³ à confiner ;

Considérant que par courrier du 24/04/2024, le Service d'Incendie et de Secours n'émet pas d'avis défavorable aux demandes d'aménagements de l'exploitant concernant la modification des besoins en eau d'extinction à 60 m³/h et le volume à confiner des eaux susceptibles d'être polluées à 216 m³ ;

Considérant que les modifications apportées au site ne génèrent pas d'impacts et de risques supplémentaires par rapport à la situation actuelle ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant qu'il y a lieu d'en prendre acte ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°18 786 du 29 avril 2010 relatif à l'exploitation d'un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux et l'exploitation d'un centre VHU de la société AFM RECYCLAGE (groupe DERICHEBOURG) située 45 rue du colombier, ZI des Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps sont modifiées selon les dispositions du présent arrêté.

Article 2

L'article 4.2.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°18 786 du 29 avril 2010 est remplacé par l'article suivant: Isolement avec les milieux :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement ne peut être inférieur à 216 m³.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Article 3

L'article 6.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°18 786 du 29 avril 2010 est remplacé par l'article suivant : Définition générale des moyens de défense incendie :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 400 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables, à compter du 1^{er} janvier 2026 ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

Article 4 – Respect des autres législations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 5 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS ;

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Indre-et-Loire à l'adresse suivante : Préfecture d'Indre-et-Loire – SAIPP / Bureau de l'environnement – 15 rue Bernard Palissy 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Saint-Pierre-des-Corps et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Pierre des Corps pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale d'un mois.

Article 7 - Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre-et-Loire, Monsieur le Maire de Saint-Pierre des Corps, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement- Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tours, le 14 JUIN 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,


Xavier EUQUET